

Xavier Gandrille (Amplégest) : «Nous redémarrons un cycle normal de croissance »

Il n'y a pas de risque de rechute. Dans ce contexte, les actions ne sont pas chères même si les incertitudes sur la sortie des politiques non conventionnelles devraient limiter la hausse des indices boursiers estime Xavier Gandrille, président d'Amplégest.

La reprise actuelle des marchés boursiers est-elle durable selon vous ? Qu'attendez-vous de l'économie mondiale cette année ?



Xavier Gandrille : Je n'ai jamais cru à une rechute en récession de l'économie américaine, un sentiment partagé pourtant par beaucoup d'investisseurs l'an dernier. Il s'agissait d'un affaiblissement transitoire et normal dans une phase de redémarrage du cycle. La croissance économique est tangible, perceptible au regard des indicateurs avancés aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe du Nord, en Allemagne et même partiellement en France. Le sentiment des ménages et des industriels s'améliore. Les bonnes nouvelles ne viennent pas uniquement des pays émergents ! Il y a de quoi être plutôt optimiste en ce début d'année.

Tout de même, la reprise actuelle n'est-elle en partie entretenue par les politiques non conventionnelles des banques centrales et en particulier de la FED avec le QE2 ?

X.G : Aujourd'hui, la croissance a retrouvé ses niveaux d'avant la crise financière. La phase de croissance précédente, qui avait bénéficié de l'injection massive de liquidités après l'éclatement de la bulle des valeurs technologiques, était auto-entretenu mais a généré des bulles. Cette fois-ci, la croissance n'est pas auto-entretenu, en effet, car aidée par des politiques non conventionnelles dont on redoute la fin. Pour autant, je pense que nous n'aurons pas de rechute car les fondamentaux de la reprise sont solides : l'investissement des entreprises en est le moteur. C'est une reprise par l'offre. Nous redémarrons un cycle normal de croissance.

Vous estimez qu'il n'y a pas de bulle sur l'or. Pourquoi ?

X.G : L'or est une éponge à liquidités. Quant les banques centrales et commerciales créent davantage de liquidités que l'économie n'en requiert, le surplus de liquidités se place sur des actifs réels. Or, l'or reste l'actif réel refuge par excellence. Il absorbe la liquidité abondante, devant l'immobilier, les autres matières premières ou l'art. Au cours des dernières années, on constate que la courbe de l'évolution du cours de l'or a épousé parfaitement l'évolution des réserves de change des banques centrales. Le métal jaune est par ailleurs une réserve de valeur, choisie par les banques centrales qui veulent diversifier leurs avoirs. C'est une monnaie alternative d'autant plus attractive dans les périodes où les grands pays veulent dévaluer leur monnaie pour améliorer leur compétitivité à court terme. Dans ce contexte et aux cours actuels, on ne peut pas en conclure qu'il y a une bulle sur l'or. En tenant compte de l'inflation, l'once d'or cotait à 2.000 dollars au début des années 1980 contre 1.300 aujourd'hui.

Entre le dollar et l'euro, comment peut évoluer selon vous ce « concours de laideur » ?

X.G : Difficile de les départager mais j'ai un biais plutôt favorable au dollar car la croissance américaine reste plus forte qu'en Europe. A terme, on ne devrait pas éviter une dévaluation de l'euro. D'autant qu'en terme de parité de pouvoir d'achat (PPA), l'euro est surévalué.

Si la grande peur de l'année 2010 semble s'estomper sur les marchés avec la mise en place du fonds européen de stabilisation financière (FESF), la question de l'euro est-elle pour autant réglée ?

X.G : Rien n'est réglé. En empruntant entre 10 et 12%, un pays comme la Grèce, dont la croissance est très faible, sera à terme dans l'impossibilité de rembourser sa dette de façon pérenne. Il faudrait s'acheminer vers un système où les taux des pays périphériques seraient bonifiés en échange d'un abandon partiel de souveraineté. C'est l'enjeu des pourparlers actuels.

La reprise en Europe n'est-elle menacée par le niveau des déficits des Etats ?

X.G : Non. Les programmes de désendettement mis en place contribuent à rassurer les ménages, ce qui peut profiter à la consommation. Par ailleurs, le poids des Etats n'excède pas 15% du PIB. La conjoncture a bien tenu en 2010 outre-Atlantique grâce à l'effort d'investissement des entreprises qui représente également 15% du PIB. Gardons à l'esprit que les deux principaux éléments qui soutiennent à long terme la croissance d'un pays restent la dynamique démographique et les gains de productivité.

Au vu des perspectives macroéconomiques actuelles et de la bonne santé financière des entreprises, les marchés actions sont-ils trop prudents ou non ?

X.G : A court terme, les marchés sont peut-être un peu complaisants et pourraient baisser après une hausse de plusieurs semaines consécutives mais cela ne remet pas du tout en cause la dynamique de moyen terme. Si le marché garde une « marge de confort », car il redoute les conséquences sur la conjoncture de l'inévitable normalisation des politiques de banques centrales, les actions ne sont pas chères. Les indices ont toutes les raisons de progresser de façon raisonnable en 2011.

Propos recueillis par Julien Gautier
redaction@boursorama.fr

Publicité



BMW xDRIVE OFFERT

BMW vous offre la technologie xDrive disponible sur plus de 20 modèles Berline et Touring
» Plus d'informations



-70% dans votre quartier

Avec GROUPON.fr, chaque jour une nouvelle offre de Resto à -70%! découvrez nos bons plans
» Plus d'informations



FORFAIT MOBILE PAS CHER

SIMPLICIME: Des prix jamais vus! Forfaits mobile 4h à 19,99€/mois et sans engagement!
» Plus d'informations

